

IL SERA GÉNÉRALISÉ AUX ENTREPRISES

Vers un identifiant statistique commun

Une identifiant statistique commun devrait être généralisé aux entreprises, à la suite du recensement général économique qui est quasi finalisé.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Lancé en début d'année, sous la conduite de l'Office national des statistiques (ONS) et du secrétariat d'Etat à la Statistique, le recensement général économique qui concerne les activités hors agriculture est quasi finalisé.

Cette opération se déroule sans difficultés majeures, a relevé hier à la Résidence El Mithak, le directeur général de l'ONS, Mounir Khaled Berrah, en marge de la session ordinaire du Conseil national des statistiques (CNS). Cela même si le DG de l'ONS s'est montré discret sur les premiers résultats de cette enquête, en attente de validation. Toutefois, c'est une enquête opportune dans

la mesure où elle permettra d'obtenir des données précises et claires sur les agents économiques dont les entreprises. Voire, le recensement économique permettra le lancement optimal et la généralisation de l'identifiant statistique commun aux entreprises et activités, une «clé» commune à l'ensemble des répertoires des diverses administrations. Lancé voilà quelques années, ce projet a été justement discuté lors de cette session du CNS, présidée par le ministre de la Prospective et des Statistiques, Hamid Temmar. Et d'autant qu'il s'agit, à terme, de définir un mode opératoire, organisationnel doté d'une base de données centralisée et consolider l'assise réglementaire. Mais aussi de veiller à développer davantage de coordination entre les dix systèmes statistiques en place, éviter les surcoûts et autres retards constatés notamment dans la mise en place du numéro d'identifica-

tion fiscale, voire le numéro d'identification statistique (NIS) impulsé en 1997. Et cela dans le contexte où tant la fiabilité que l'incohérence des données statistiques, notamment celles publiées par les départements ministériels et les organismes et autres institutions, parfois contradictoires, restent sujettes à caution. Il en a été également le cas lors de cette session ordinaire du CNS, l'objectif étant selon Hamid Temmar de garantir la disponibilité, la cohérence, l'harmonisation et la fiabilité des statistiques nationales. Il s'agit de disposer de données conformes aux méthodes et normes statistiques, conformes aux standards statistiques mondiaux et pouvant être confrontées aux «chiffres» et classements de l'Algérie établis par diverses institutions internationales et qui ne peuvent être contestés, observera Hamid Temmar. Comme il est question de renforcer la profes-

sionnalisation des cadres et statisticiens au niveau des ministères, en développant des cellules efficaces, et recourir davantage à l'expertise nationale, selon une liste arrêtée conformément aux recommandations de la réunion du bureau du CNS du 15 septembre dernier. Ceci d'autant plus que le CNS dont le mandat actuel s'achève au printemps 2012 devrait être élargi à l'ensemble des ministères, son mode d'organisation et de fonctionnement devant être également revu. Il s'agit, en complément à l'action de l'ONS, chargé du travail de collecte, d'évaluation et de vérification des données statistiques «relativement à 100% fiables», de déployer le système statistique national à l'échelle des démembrements institutionnels, sur la base de la souplesse et d'une bonne «articulations» entre les intervenants.

C. B.

SOUS-TRAITANCE

Des conventions signées entre Sonelgaz et Sonatrach et des entreprises publiques

Plusieurs entreprises du secteur de la mécanique ont signé récemment, des conventions avec Sonatrach et Sonelgaz dans le cadre de la sous-traitance. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Investissement, hier, à Alger.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Investissement, Mohamed Benmeradi reconnaît que la sous-traitance constitue un problème «fondamental» en Algérie. Toutefois, il justifie le recours à l'importation par les contraintes de sécurité exigées notamment pour certaines installations. «A elles seules, la Sonatrach et la Sonelgaz dépensent 1,5 milliard de dollars pour l'importation de produits sous-traités. Seul 1% de leurs besoins est assuré par la production nationale. C'est scandaleux !», dit-il. Dans ce contexte, il a annoncé qu'une quarantaine

de conventions a été signée entre Sonatrach et Sonelgaz et plusieurs entreprises publiques du secteur de la mécanique en matière de sous-traitance.

«Désormais, des entreprises algériennes vont approvisionner Sonatrach et Sonelgaz en pièces mécaniques», souligne-t-il. Et de poursuivre : «Nous encourageons Sonatrach à aller vers le secteur privé. D'ailleurs, nous essayons de mettre en place des dispositifs pour accompagner et mettre à niveau les entreprises aptes à assurer la sous-traitance.» Intervenant au cours de la

6^e assemblée générale ordinaire du Conseil national consultatif pour la promotion des PME (CNC), Benmeradi a affirmé que l'Observatoire de la PME sera mis en place en 2012. «Effectivement, nous avons enregistré un retard dans la

concrétisation de l'Observatoire de la PME mais il sera incessamment mis en place. C'est un outil qui permettra de traiter la mortalité précoce des entreprises», a-t-il affirmé. Dans son intervention, le président du CNC, Zaim Bensassi, a évoqué plusieurs

préoccupations telles que la réorganisation de la PME et de la concertation, l'accompagnement dans la compétitivité de l'entreprise, la mise en place de l'Observatoire de la PME ainsi que la promotion des activités de la sous-traitance.

R. N.

INVESTISSEMENT AUTOMOBILE

Un programme d'assistance aux entreprises sera mis en place, selon Benmeradi

Le ministre de l'Investissement, Mohamed Benmeradi, a affirmé hier, lors de la 6^e assemblée générale ordinaire du Conseil national consultatif pour la promotion des PME, qu'une centaine d'entreprises dans le secteur public et surtout du secteur privé a été identifiée pour intégrer le projet industriel automobile en Algérie, et ce, dans plusieurs filières. Toutefois, «ces entreprises doivent d'abord bénéficier d'une mise à niveau. Pour ce faire, un programme particulier sera mis en place pour apporter une assistance en équipements, organisation et management ...», a-t-il précisé.

Rym N.

ASSURANCES DOMMAGES ET DE PERSONNES

Axa Algérie lance ses activités commerciales

La compagnie d'assurances Axa Algérie vient de lancer ses activités opérationnelles et commerciales à travers deux sociétés dédiées à l'assurance dommages et aux assurances de personnes.

Ouverte début décembre à Chéraga, à Alger, la première agence Axa Assurances El Yasmine est déjà opérationnelle dans le domaine de l'assurance automobile, en attendant l'ouverture de trois autres agences au niveau de la capitale d'ici quelques jours.

Créées en juillet dernier, capitalisées respectivement à 2 milliards de dinars et à 1 milliard de dinars et détenues à l'identique, à hauteur de 49% par le Groupe Axa, à 15% par la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et à 36% par le Fonds national de l'investissement (FNI), les deux sociétés Axa Algérie Assurances dommages et Axa Algérie Assurance vie comptent se positionner en force sur les deux segments. Avec l'ambition, selon les deux directeurs généraux des deux sociétés, Adelane Mecellem et Narimane Makhloufi, qui ont animé, hier, une conférence de presse, de se différencier en termes d'offre assurantielle diversifiée, de qualité, adaptée, dédiée notamment aux PME et aux particuliers, développer la bancassurance avec le partenaire BEA. Mais aussi étendre le réseau d'agences à trente en 2012 et à une centaine à l'horizon 2015. Et cela même si le

mode d'organisation du réseau de distribution des produits des deux segments reste à définir, les compagnies de la place discutant à ce propos avec le ministère des Finances. Voire que des contraintes d'ordre notamment réglementaire et commercial retardent encore le lancement des produits d'assurances vie, même si ce lancement est promis imminent et sera caractérisé par une couverture au réel des risques liés à la santé. Comme il s'agit de développer les espaces clients au niveau des

agences de la BEA (ouverture prochaine du premier espace Axa au sein de l'agence Didouche de la BEA à Alger, ainsi que l'ouverture de trois autres à la fin 2011 et de quinze en 2012) et de consolider l'effectif à 700 salariés à l'horizon 2015.

En ce sens, Axa Algérie compte investir sur le moyen terme et au niveau national 3,5 milliards de dinars pour le développement des deux segments d'assurances. En rappelant que la société Axa qui s'est installée en Algérie en

2009 a dû se conformer aux nouvelles dispositions régissant l'investissement étranger (49% pour l'investisseur étranger et 51% pour la partie algérienne), engager des discussions avec les deux partenaires algériens et prendre le temps nécessaire pour. Toutefois, une adaptation normale et respectueuse du dispositif légal et réglementaire en vigueur, selon les représentants en Algérie de la première marque mondiale de l'assurance.

C. B.

TOUT EN ASSURANT QUE DE MEILLEURS MÉCANISMES

INTERVIENDRONT, RACHID BENAÏSSA :

«Nous continuerons de subventionner les produits de large consommation»

Pour Rachid Benaïssa, avant 2008 l'Algérie était dans une logique telle que la loi de l'offre et de la demande pouvait à elle seule réguler le marché. Or, précise-t-il, après la crise alimentaire mondiale, il s'est avéré que mieux réguler est aussi synonyme de maintenir la subvention des soutiens des produits de large consommation.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -S'exprimant, hier, sur les ondes de la radio, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, a fait savoir que le rapport de la commission parlementaire sur les produits de large consommation est important dans le sens où il vient en apport au grand recentrage qui a eu lieu en Algérie à partir de 2008.

Pour Benaïssa, la question d'arrêter la subvention des produits de large consommation ne se pose même pas, mais plutôt comment aller vers une meilleure gestion et l'utilisation de ces subven-

tions. «Nous pensons qu'il faut continuer de subventionner les produits agricoles de large consommation : le pain, le lait et, dernièrement en partie, le sucre et l'huile. C'est une volonté de protéger le revenu du consommateur et participer à la politique nutritionnelle des pouvoirs publics. C'est une question de solidarité et de volonté d'assurer un ratio alimentaire pour l'ensemble de la population. C'est une question de fond. Parce que quand l'Algérie a élaboré sa politique nutritionnelle, elle a décidé de faire du lait un produit de large consommation. C'est une décision

souveraine ; parce que nous pensons que la protéine la moins chère, elle est dans le lait et il faudrait qu'elle soit disponible à des prix abordables au niveau de toutes les contrées du pays, donc c'est un choix qui a été fait. Nous pensons qu'il est important de le maintenir. La même chose pour le pain», a-t-il affirmé.

Par ailleurs, le ministre a tenu à préciser que la régulation du marché ne peut se faire qu'à travers le soutien de la production nationale, car la subvention des produits de large consommation est une nécessité et une étape incontournable. C'est dans ce sens que Benaïssa expliquera qu'il y a 100 milliards de dinars annuellement qui vont directement au soutien à la production agricole ; et 160 milliards de dinars qui vont au soutien

des prix du pain et du lait. L'objectif, selon le ministre, est d'arriver graduellement à réduire la facture de l'importation à travers le développement de la production nationale.

«C'est tout l'enjeu de la politique de renouveau agricole et rural. Il faut savoir qu'actuellement, nous sommes dans une dynamique graduelle qui vise à améliorer la production nationale. Rappelez-vous qu'avant cela, la logique était que le marché allait tout régler et que le marché allait s'autoréguler. Il y a eu la crise alimentaire mondiale.

La question était posée mondialement. Mieux réguler, c'est le synonyme de maintenir la subvention des soutiens des produits de large consommation», a-t-il conclu.

M. M.

Erratum

Une erreur s'est malencontreusement glissée dans le papier paru en page 5 sous le titre «L'entrée de Béjaïa fermée par des citoyens». Il fallait lire, en effet, les habitants du quartier fortement peuplé de Tizi et non Tizi-Ouzou. Le reste est sans changement. Nos lecteurs auront corrigé d'eux-mêmes. Toutes nos excuses.